ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου **1953**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **51**

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2302.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1950 Προσθέτου Συμβάσεως CIM, τῆς ἀφορώσης τὰς διεθνεῖς διὰ τοῦ σιδηροδρόμου μεταφορὰς ἐμπορευμάτων δι' ἰδιωτικῶν φορτηγῶν καὶ εἰδικῶν κιβωτίων (CONTAINERS).

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται καθ' ὅλα αὐτῆς τὰ μέρη ἡ μεταξὺ τῶν Κρατῶν Αὐστρίας, Βελγίου, Δανίας, Γαλλίας, Ἑλλάδος, Οὐγγαρίας, Ἰταλίας, Λιχτενστάϊν, Λουξεμβούργου, Νορβηγίας Κάτω Χωρῶν, Σουηδίας, Ἑλβετίας, Τσεχοσλοβακίας, Τουρκίας καὶ Γιουγκοσλαβίας, συναφθεῖσα ἐν Βέρνῃ τὴν 13ην Μαΐου 1950 Πρόσθετος Σύμβασις CIM, ἀφορῶσα τὴν ἀναπροσαρμογὴν τοῦ Παραρτήματος ΥΙΙ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως CIM, τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὰς μεταφορὰς δι' ἰδιωτικῶν φορτηγῶν, καὶ τὴν ἐκπόνησιν Κανονισμοῦ διὰ τὰς μεταφορὰς δι' εἰδικῶν κιβωτίων (CONTAINERS).

Τὸ κείμενον τῆς προσθέτου ταύτης Συμβάσεως ἕπεται.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νόμου ἀρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΧΑΡ. ΨΑΡΡΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953
Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

CONVENTION INTERNATIONALE

signée à Rome le 23 novembre 1933 et concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM)

Conférence de révision extraordinaire réunie du 8 au 13 mai 1950 à Berne

L'Autriche, la Belgique. le Denemark, la France, la Grèce, laHongrie, l' Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie et la Yougoslavie,1]considérent

que le Règlément international concernant le transport des wagons de particuliers-RIP-(Annexe VII à le CIM) nécessite une révision rapide ;

que le développement considérable du trafie international par containers milite en faveur d' une réglementation internationalae destinée à faciliter ce trafie dans laquelle seraient précisés, par priorité, le régime juridique de ces transports et, éventuellement dans le cadre de la CIM, les conditions techniques indispensables pour la circulation internationale des containers ;

ont décidé, le 13 mai 1950, à la suite des délibérations de la Conférence de révision extraordinaire réunie du 8 au 13 mai 1950 à Bèrne, de conclure une convention additionnelle.

Les Délégation à cette Conférence étaient ainsi constituées :

AUTRICHE :

Dr G. BRULL, Conseiller aulique au Ministère fédéral des Communications et des Entreprises étatisées

BELGIQUE :

M. J. TRUYEN, Directeur au Ministère des Communications

M. H. RONGVAUX, Chef de Bureau au Ministère des Communications

M. ANTOINE, Directeur à la S.N.C.B.

M. SCHOETERS, Docteur en droit, S.N.C.B.

M. E. CHAMPENOIS, Premier Secrétaire à la Légation de Belgique à Berne.

DANEMAPK :

M.J. F. Th. JENSEN, Chef de section au Ministère des Travaux pubilic

FRANCE :

M. R. PARPATEAU, Contrôleur général des Transports au Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

M. G. BERLIA, Professeur des Facultés de Droit

M. E. MERMET, Ingénieur en Chef au Service commercial de la S.N.C.F.

M. P. DURAND, Inspecteur général au Service du Contentieux de la S.N.C.F.

GRECE :

M. A. EMBIRIOCS-COUMOUNDOUROS, Attach culturel près la Légation de Grèce en Suisse

HONGRIE :

M. A. VERMESY, Directeur- Adjoint au Ministère des Communications et des Postes

M.Z.MATYASSY, Secrétaire au Ministère des Communications et des Postes.

ITALIE :

Dr. N. LALONI, Professeur, Chef du Service commercial et du trafic des Chemins de fer de l'Etat au Ministère des Transports.

Dr BRANCA, Inspecteur en chef du Service commercial et du trafic des Chemins de fer de l'Etat au Ministère des Transports.

Dr G. SANTONI RUGIU, Inspecteur en chef du Service commercial et du trafic des Chemins de fer de fer de l'Etat au Ministère des Transports.

M. A. MORGANTI, avocat, Inspecteur en chef de l'Inspectorat général M. C. T. C. au Ministère des Transports.

M. A. WEILLER, avocat, délégué de l'Union italienne des Chambres de commerce à Rome.

LIECHTENSTEIN :

(Représenté par la Suisse).

LUXEMBOURG :

M. A. CLEMANG, Commissaire du Gouvernement.

NORVEGE :

M. O. HEIER, Directeur-adjoint à la Direction générale des Chemins de fer de l'Etat, Service commercial.

PAYS - BAS :

M. K. VORK, Directeur au Ministère des Transports et du Waterstaat.

M. H. E. SCHEFFER, Conseiller juridique au Ministère des Transports et du Waterstaat.

Dr J. H. van der MEULEN, Inspecteur en chef, Chef du Contentieux de la Nederlandsche Spoorwegen.

SUEDE :

M. O. STENBERG, Inspecteur principal, Adjoint au Directeur de l'Administration royale des Chemins de fer de l'Etat.

M. G. de SYDOW, Conseiller à la Cour d'appel.

M. G. HOLVID, Inspecteur principal, Adjoint au Directeur de l'Administration royale des Chemins de fer de l'Etat.

M. S. NILSSON, Inspecteur principal à l'Administration royale des Chemins de fer de l'Etat.

M. S. KAMPH, Directeur du Bureau des Industries.

SUISSE :

M. Ph. ZUTTER, Ministre plénipotentiaire et Chef de la Dinvision des organisations internationales du Département politique fédéral.

M. J. WICK, Chef du Service des tarifs et du trafic de l'Office fédéral des transports.

M. J. FAHM, Chef de la Division du contentieux des CFF.

M. H. DIRLEWANGER, Dhef du service commercial des marchandises des CFF.

M. H. HEROLD, Secrétaire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, à Zurich.

M. D. GRANDJEAN, Attaché de Légation au Département politique fédéral.

TCHECOSLOVAQUIE :

S. E. M. A. TAUBER, Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie en Suisse.

Dr J. HESSLER, Conseiller ministériel au Ministère des communications.

M. O. CHARVAI, Directeur administratif à la Direction générale des Chemins de fer

TURQUIE :

M. G. GURAN, Directeur général des Chemins de fer d'Etat.

M. H. GERMEYANLIGIL, Vice-Président du Service commercial et des Recettes.

1) Les Etats suivants : Bulgarie, Espagne, Finlande, Pologne Portugal, Roumanie n' ont pas participé aux délibération concernant l' élaboration de la présente Convention additionnelle.

YOUGOSLAVIE :

M. J. ZAJC, Conseiller au Ministère des Chemins de fer.

Ont assisté aux délibérations de la conférence à titre d'observateurs :

ZONES OCCIDENTALES D'ALLEMANGNE :

M. C. DIBBEN

Experts : Dr E. FROHNE, professeur, Dr O. CONRAD, M. W. GOLLER, M. W. HOOTZ, Dr O. MAIER, Dr G. TIEBERT, Dr VERBEEK.

ROYAUME - UNI :

Brigadier A. E. M. WELTER, Chef du Service international des transports intèrieurs du Ministère des Transports.

M. M. BEEVOR, Conseiller juridique, Secrétaire en chef de la Commission britannique des Transports.

M. R. H. HACKER, Chef (continental) de l'Administration des Chemins de fer.

M. L. H. K. NEIL, Directeur du Trafic continental des régions de l'est et du nord—est des chemins de fer britanniques

M. H. L. SMEDLEY, Conseller juridique èà l' Administration des Chemins de fer.

M. E. HARDING, Membre du Service juridique de la Commission britannique des transports.

DIVISION DES TRANSPORTS DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE :

M. L. KOPELMANAS, Conseiller juridique.

INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE :

M. G. de SYDOW, Secrétataire général adjoint.

UNION INTERNATIONALE DES CHEMINS DE FER:

M. J. TUJA, Secrétaire général.

COMITE INTERNATIONAL DES TRANSPORTS :

Dr J. FAHM, Chef de la Division du contentieux des CFF.

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE :

M. L. CHARVET, Délégué général de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française.

M. M. BELLARD, Chef du Service des Transports de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française.

M. U. SIEBER, Président de l'Association suisse des propriétaires d'embranchements particuliers et de wagons spéciaux .

M. Ch. HOSTETTLER, Directeur de Shell (Suisse).

M. E. NAEGELI, Fondé de pouvoirs de la Maison Denzas & Cie..

M. L'HUILLIER, Consultant permanent de la C. C. I. auprés de l'Office Européen des Nations Unies.

M. PRODROMIDES, Conseiller juridique du Comité central des Assureurs maritimes de France.

M. ZURCHER, Délégué permanent en Suisse du Bureau international des Containers.

FEDERATION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS DES TRANSPORTEURS ET ASSIMILES :

M. P. DUMONT, Secrétaire général.

Les Délégations des Etats contractants susmentionnés ont arrêté ce qui suit :

Convention additionnele du 13 mai 1950 à la convention internationalè du 23 novembre 1933 concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM).

I.

1e L'article 60 de la CIM est complété comme suit :

§ 4. Il est institué,en vue d' adapter aux besoins le Règlement international concernant le trensport des wagons de particuliers (Annexe VII), une Commission d'experts, dont l'organisation et le fonctionnement font l'objet d'un statut qui forme l'Annexe X de la présente Convention. Les décisions de cette commission sont communiquées immédiatement aux Gouvernements des Etats participants par l'intermédiaire de l'Office central. Elles sont tenues pour acceptées à moins que, dans le délai de trois mois, calculé dès le jour de la notification, le tiers au moins des Gouvernements des Etats contractants n'aient formulé des objections. Ces décisions entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui dans lequel l'Office central a porté leur acceptation à la connaissance des Gouvernements des Etats contractants. L'Office central désigne ce jour lors de la communication des décisions.

§ 5. En vue d'élaborer et d'adapter aux besoins le Règlement international concernant le transport des containers (Annexe IX), il est institué une Commission d'experts, dont l'organisation et le fonctionnement font l'objet d'un statut qui forme l'Annexe X de le présente Convention. Les décisions de cette commission sont communiquées immédiatement aux Couvernements des Etats participants par l'intérmédiaire de l'Office central. Elles sont tenues pour acceptées à moins que, dans le délai de trois mois, calculé dès le jour de la notification, un tiers au moins des Gouvernements des Etats contractants n'aient formulé des objections. Ces décisions entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui dans lequel l'Office central a porté leur acceptation à la connaissence, des Gouvernements des Etats contractants. L'Office central désigne ce jour lors de la communication des décisions.

2o Une Annexe X portant Statut relatif :

a) à la Commission d'experts pour les wagons de particuliers,

b) à la Commission d'experts pour les containers est incorporée à la CIM.

Elle a la teneur suivente :

Annexe X

(Art. 60)

Statut relatif aux Commissions d'experts de l' Annexe VII (wagons de particuliers) et de l'Annexe IX (containers).

Article premier

Tous les Etats contractants peuvent prendre part aux travaux des commissions d'experts. Un Etat peut se faire représenter par un autre Etat ; toutefois, un Etat ne peut pas représenter plus de deux autres Etats.

Article 2.

Les Gouvernements des Etats contractants communiquent leurs voeux et leurs propositions motivés concernant les Annexes VII et IX à l'Office central des transports internationaux par chemins de fer qui les porte immédiatement à la connaissance des autres Etats contractants. Chaque fois que la nécessité s'en fait santir, ou sur demande d'un tiers des Etats contractants, l'Office central invite les commissions à siéger. Tous les Etats contractants sont avisés des séances des commissions deux mois à l'avance. L'avis doit indiquer exactement les questions à l'ordre du jour.

Article 3.

Les commissions sont valablement constituées lorsqu'un tiers des Etats contractants sont représentés.

Article 4.

Les commissions désignent pour chaque session le président et le vice-président.

Article 5.

Les décisions des commissions sont prises à la majorité des voix des Etats représentés. En cas d' égalité, le proposition est considérée comme rejetée.

Article 6.

Chaque Etat supporte les frais de ses représentants.

Article 7.

L'Office central assume le service du Secrétariat et des correspondances des commissions.

Article 8.

Le Directeur ou, à son défeut, le Vice-directeur de l'Office central assiste aux séances des commissions avec voix consultative.

Article 9.

En accord avec la majorité des Etats contractants, l'Office central invite à assister, avec voix consultative, aux seances des commissions, des représéntants.

a) d'Etats non contractants,

b) sous condition de réciprocité, d'organisations internationales gouvernementales ayant compétence eu matière de transport.

c) sous condition de réciprocité, d'organisations internationales non gouvernementales s'occupant de transport.

II.

Le titre actuel de l'Annexe YI est modifié comme suit : »Statut relatif à la Commission d'experts de l'Annexe I».

III.

Au moment de la mise en vigueur du Règlement international concernant le transport des containers (Annexe IX), qui sera élaboré par la Commission d' experts à instituer conformément aux dispositions du 1o du Chapitre I ci-dessus, les modifications suivantes seront apportées au texte de l'article 61 de la CIM :

1. Cet article est completé comme suit :

»§ 3. Pour le transport des containers, les dispositions de l'Annexe IX doivent être appliquées».

2. les §§ 3 et 4 actuels deviennent §§ 4 et 5.

3. Le chiffre 5o du § 3 actuel est supprimé.

4. Le chiffre 6o du § 3 actuel devient chiffre 5o.

IY.

La présente Convention additionnelle aura mêmes valeur et durée que la CIM du 23 novembre 1933. Elle demeure ouverte jusqu'au 21 août 1950 à la signature et, aprés cette date, à l'adhésion des Etats qui participent à la CIM.

La présente Convention additionnelle, qui sera soumise à ratification, entrera en vigueur entre les Etats qui l'auront ratifiée, le 1er jour du deuxième mois qui suivra celui dans lequel le Gouvernement fédéral suisse, constantant la possibilité pratique de mise en vigueur, aura notifié aux Gouvernements intèressés le dépôt des ratifications.

Le Gouvernement fédéral suisse se chargera de recueillir et de notifier les adhésions et les ratifications.

En foi de quoi, le présent Acte a été signé par les Plénipotentiaires désignés ci-aprés, munis de leurs pleins pouvoirs qui ont été trouvée en bonne et due forme.

Fait à Berne, le treize mai mil neuf cent-cinquante, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives de la Confédération Suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Parties.

POUR L'AUTRICHE :

Dr. G. Brüll.

POUR LA BELGIQUE :

S. Exc. M. Le Vicomte de Lantsheere.

POUR LA BULGARIE :

.....

POUR LE DANEMARK :

S. Exc. M. Hans Jakob Hansen

POUR L'ESPAGNE :

M. F. de Reparaz.

POUR LA FINLANDE :

S. Exc. M. Reinhold Svento.

POUR LA FRANCE :

M. R. Parateau.

POUR LA GRECE :

S. Exc. M. Philon Philon.

POUR LA HONGRIE :

.....

POUR L'ITALIE :

Dr. N. Laloni.

POUR LE LIECHTENSTEIN :

S. Exc. M. Ph. Zütter.

POUR LE LUXEMBOURG :

M. A. Clamang.

POUR LA NORVEGE :

M. O. Heier.

POUR LES PAYS - BAS :

M. K. Vonk.

POUR LA POLOGNE :

POUR LE PORTUGAL :

POUR LA ROUMANIE :

POUR LA SUEDE :

M. O. Stenberg.

POUR LA SUISSE :

S. Exc. M. Ph. Zutter.

POUR LA TCHECOSLOVAQUIE :

POUR LA TURQUIE :

M. G. Güran.

POUR LA YOUGOSLAVIE :

S. Exc. M. Zivota Djermanovic.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ὑπογραφεῖσα ἐν Ρώμῃ τὴν 23ην Νοεμβρίου 1933 καὶ ἀφορῶσα τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων διὰ τῶν σιδηροδρόμων (C. I. M.)

Ἔκτακτος ἀναθεωρητικὴ διάσκεψις συνελθοῦσα ἀπὸ 8 μέχρι 13 Μαΐου 1950 ἐν Βέρνῃ.

Ἡ Αὐστρία, τὸ Βέλγιον, ἡ Δανία, ἡ Γαλλία, ἡ Ἑλλάς, ἡ Οὐγγαρία, ἡ Ἰταλία, τὸ Λιχτενστάϊν, τὸ Λουξεμβοῦργον, ἡ Νορβηγία, αἱ Κάτω Χῶραι, ἡ Σουηδία, ἡ Ἑλβετία, ἡ Τσεχοσλοβακία, ἡ Τουρκία καὶ ἡ Γιουγκοσλαβία (1), θεωροῦσαι

ὅτι ὁ Διεθνὴς Κανονισμὸς μεταφορᾶς τῶν ἰδιωτικῶν φορτηγῶν–RIP– (Παράρτημα VII τῆς C.I.M.) χρήζει ταχείας ἀναθεωρήσεως,

ὅτι ἡ σημαντικὴ ἀνάπτυξις τῶν δι' εἰδικῶν ἐμπορευματοκιβωτίων (CONTAINERS) διενεργουμένων διεθνῶν μεταφορῶν συνηγορεῖ, χάριν διευκολύνσεως τῶν μεταφορῶν τούτων, ὑπὲρ διεθνοῦς διακανονισμοῦ καθορίζοντος ἐν πρώτοις τὸ νομικὸν καθεστὼς τῶν μεταφορῶν τούτων, ἐνδεχομένως δέ, καὶ ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμβάσεως C.I.M., τοὺς ἀπαραιτήτους διὰ τὴν διεθνῆ κυκλοφορίαν τῶν ἐμπορευματοκιβωτίων τεχνικοὺς ὅρους,

ἀπεφάσισαν τὴν 13ην Μαΐου 1950 κατόπιν τῶν ἐν τῇ ἐκτάκτῳ ἀναθεωρητικῇ διασκέψει, τῇ συνελθούσῃ ἐν Βέρνῃ ἀπὸ 8 μέχρι 13 Μαΐου 1950, διεξαχθεισῶν συζητήσεων, τὴν σύναψιν μιᾶς

ΠΡΟΣΘΕΤΟΥ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ

Αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι εἰς τὴν διάσκεψιν ταύτην ἦσαν κατηρτισμέναι ὡς ἑξῆς :

ΑΥΣΤΡΙΑ

DR. G. BRUELL, Αὐλικὸς Σύμβουλος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν καὶ τῶν κρατικοποιημένων Ἐπιχειρήσεων.

ΒΕΛΓΙΟΝ :

κ. J. TRUYEN, Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

κ. H. RONGVAUX, Εἰσηγητὴς τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

κ. ANTOINE, Διευθυντὴς τῆς S.N.C.B.

κ. SCHOETERS, Διδάκτωρ, Νομικῆς, S.N.C.B.

κ. E. CHAMPENNOIS, Πρῶτος Γραμματεὺς τῆς ἐν Βέρνῃ Βελγικῆς Πρεσβείας.

ΔΑΝΙΑ :

κ. J. F. TH. JENSEN, Τμηματάρχης τοῦ Ὑπουργείου Δημοσίων Ἔργων.

ΓΑΛΛΙΑ :

κ. R. PARATEAU, Γενικὸς Ἐλεγκτὴς τῶν μεταφορῶν παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Δημοσίων Ἔργων, Μεταφορῶν καὶ Τουρισμοῦ.

κ. C. BERLIA, Καθηγητὴς τῆς Νομικῆς Σχολῆς.

κ. E. MERMET, Ἀρχιμηχανικὸς τῆς Ἐμπορικῆς Ὑπηρεσίας τῆς B.N.C.B.

κ. P. DURAND, Γενικὸς Ἐπιθεωρητὴς τῆς Νομικῆς Ὑπηρεσίας τῆς S.N.C.B.

ΕΛΛΑΣ :

κ. A. EMBIRICOS-COUMOUNDOUROS, Ἐπιμορφωτικὸς Ἀκόλουθος παρὰ τῇ ἐν Ἑλβετίᾳ Ἑλληνικῇ Πρεσβείᾳ.

ΟΥΓΓΑΡΙΑ :

κ. A. VERMESY, Βοηθὸς-Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν καὶ Ταχυδρομείων.

κ. Z. MATYASSY, Γραμματεὺς τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν καὶ Ταχυδρομείων.

ΙΤΑΛΙΑ :

DR. N. LALONI, Καθηγητής, Προϊστάμενος τῆς Ἐμπορικῆς Ὑπηρεσίας καὶ τῆς Κινήσεως τῶν Κρατικῶν Σιδηροδρόμων τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

DR. BRANCA, Ἀρχιεπιθεωρητὴς τῆς Ἐμπορικῆς Ὑπηρεσίας καὶ τῆς Κινήσεως τῶν Κρατικῶν Σιδηροδρόμων τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

DR. G. SANTONI RUGIU, Ἀρχιεπιθεωρητὴς τῆς Ἐμπορικῆς Ὑπηρεσίας καὶ τῆς Κινήσεως τῶν Κρατικῶν Σιδηροδρόμων τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

κ. A. MORGANTI, δικηγόρος, Ἀρχιεπιθεωρητὴς τῆς Γενικῆς Ἐπιθεωρήσεως M.C.T.C. τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

κ. A. WEILLER, δικηγόρος, Ἀντιπρόσωπος τῆς ἐν Ρώμῃ Ἰταλικῆς Ἑνώσεως Ἐμπορικῶν Ἐπιμελητηρίων.

ΛΙΧΤΕΝΣΤΑΪΝ :

(Ἐκπροσωπούμενον ὑπὸ τῆς Ἑλβετίας)

ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΝ :

κ. A. CLEMANG, Κυβερνητικὸς Ἐπίτροπος

ΝΟΡΒΗΓΙΑ :

κ. O. HEIER, Βοηθὸς-Διευθυντὴς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως τῶν Κρατικῶν Σιδηροδρόμων Ἐμπορικὴ Ὑπηρεσία.

ΚΑΤΩ ΧΩΡΑΙ :

κ. K. VONK, Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Ὑδάτων.

κ. H. E. SCHEFFER, Νομικὸς Σύμβουλος τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Ὑδάτων.

DR. J. H. VAN DER MEULEN, Ἀρχιεπιθεωρητής, Προϊστάμενος Δικαστικοῦ τῶν Ὁλλανδικῶν Σιδηροδρόμων.

ΣΟΥΗΔΙΑ :

κ. O. STENBERG, Κεντρικὸς Ἐπιθεωρητής, Βοηθὸς παρὰ τῷ Διευθυντῇ τῆς Βασιλικῆς Διοικήσεως τῶν Κρατικῶν Σιδηροδρόμων.

κ. G. DE SYDOW, Ἐφέτης

κ. G. HOLVID, Κεντρικὸς Ἐπιθεωρητής, Βοηθὸς παρὰ τῷ Διευθυντῇ τῆς Βασιλικῆς Διοικήσεως τῶν Κρατικῶν Σιδηροδρόμων.

κ. S. NILSSON, Κεντρικὸς Ἐπιθεωρητὴς τῆς Βασιλικῆς Διοικήσεως τῶν Κρατικῶν Σιδηροδρόμων.

κ. S. KAMPH, Διευθυντὴς τοῦ Γραφείου Βιομηχανιῶν

ΕΛΒΕΤΙΑ :

κ. PH. ZUTTER, Πληρεξούσιος Ὑπουργὸς καὶ Προϊστάμενος τοῦ Τμήματος τῶν Διεθνῶν Ὀργανώσεων τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

κ. J. WICK, Προϊστάμενος τῆς Ὑπερεσίας Τιμολογίων καὶ Κινήσεως τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Γραφείου Μεταφορῶν.

κ. J. FAHM, Προϊστάμενος τοῦ Δικαστικοῦ Τμήματος τῶν C. F. F.

κ. H. DIRLEWANGER, Προϊστάμενος τῆς Ἐμπορικῆς Ὑπηρεσίας ἐμπορευμάτων τῶν C. F. F.

κ. H. HEROLD, Γραμματεὺς τῆς Ἑλβετικῆς Ἑνώσεως Ἐμπορίου καὶ Βιομηχανίας, ἐν Ζυρίχῃ.

κ. D. CRANDJEAN. Ἀκόλουθος Πρεσβείας παρὰ τῷ Ὁμοσπονδιακῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν.

ΤΣΕΧΟΣΛΟΒΑΚΙΑ

S. E. M. A. TAUBER, Πληρεξούσιος Ὑπουργὸς τῆς Τσεχοσλοβακίας ἐν Ἑλβετίᾳ.

DR. J. HESSLER, Ὑπουργικὸς Σύμβουλος τοῦ Υ-Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

(1) Τὰ ἀκόλουθα Κράτη : Βουλγαρία, Ἱσπανία, Φινλανδία, Πολωνία, Πορτογαλλία, Ρουμανία δὲν μετέσχον εἰς τὰς συζητήσεις, τὰς ἀφορώσας τὴν ἐκπόνησιν τῆς παρούσης προσθέτου Συμβάσεως.

κ. O. CHARVAT, Διοικητικὸς Διευθυντὴς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Σιδηροδρόμων.

ΤΟΥΡΚΙΑ :

κ. G. GÜRAN, Γενικὸς Διευθυντὴς τῶν Κρατικῶν Σιδηροδρόμων.

κ. H. GERMEVANLIGIL, Ἀντιπρόεδρος τῆς Ἐμπορικῆς Ὑπηρεσίας καὶ τῶν Εἰσπράξεων.

ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑ :

κ. J. ZAJC, Σύμβουλος τοῦ Ὑπουργείου Σιδηροδρόμων.

Εἰς τὰς συζητήσεις τῆς διασκέψεως παρέστησαν ὡς παρατηρηταί :

ΔΥΤΙΚΑΙ ΖΩΝΑΙ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ

κ. C. DIBBEN

Ἐμπειρογνώμονες: DR. E. FROHNE, Καθηγητὴς
DR. O. CONRAD, κ. W. CÖLLER., κ. W. HOOTZ,
DR. O. MAIER, DR. G. TIEPERT, DR. VERBEEK

ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ :

Ταξίαρχος A.E. M. WALTER, Προϊστάμενος τῆς Διεθνοῦς Ὑπηρεσίας Ἐσωτερικῶν Μεταφορῶν τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

κ. M. BEEVOR, Νομικὸς Σύμβουλος, Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Βρεττανικῆς Ἐπιτροπῆς Μεταφορῶν.

κ. R. M. MACKER, Προϊστάμενος (διὰ τὴν μητρόπολιν) τῆς Διοικήσεως Σιδηροδοόμων.

κ. L. H. K. NEIL, Διευθυντὴς τῆς μητροπολιτικῆς Κινήσεως τῶν ἀνατολικῶν καὶ βορειοανατολικῶν περιοχῶν τῶν Βρεττανικῶν Σιδηροδρόμων.

κ. H. L. SMEDLEY, Νομικὸς Σύμβουλος τῆς Διοικήσεως Σιδηροδρόμων

κ. E. HARDING, Μέλος τῆς Δικαστικῆς Ὑπηρεσίας τῆς Βρεττανικῆς Ἐπιτροπῆς Μεταφορῶν.

ΤΜΗΜΑ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ

κ. L. KOPELMANAS Νομικὸς Σύμβουλος

ΔΙΕΘΝΕΣ ΙΔΡΥΜΑ ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΝΟΠΟΙΗΣΙΝ ΤΟΥ ΙΔΙΩΤΙΚΟΥ ΔΙΚΑΙΟΥ

κ. G. DE SYDOW, Βοηθὸς Γενικὸς Γραμματεύς.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΝΩΣΙΣ ΣΙΔΗΡΟΔΡΟΜΩΝ

κ. J. TUJA, Γενικὸς Γραμματεύς.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ

DR. J. FAHM, Προϊστάμενος τοῦ Δικαστικοῦ Τμήματος τῶν C. F. F.

ΔΙΕΘΝΕΣ ΕΜΠΟΡΙΚΟΝ ΕΠΙΜΕΛΗΤΗΡΙΟΝ

κ. L. GHARVET, Γενικὸς Ἐπιτετραμμένος τοῦ Συνδικαλιστικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γαλλικῆς Σιδηρουργίας.

κ. M. BELLARD, Προϊστάμενος τῆς Ὑπηρεσίας Μεταφορῶν τοῦ Συνδικαλιστικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γαλλικῆς Σιδηρουργίας.

κ. U. SIEBER, Πρόεδρος τῆς Ἑλβετικῆς Ἑνώσεως ἰδιωτικῶν διακοσμήσεων καὶ εἰδικῶν ὀχημάτων.

κ. CH. HOSTETTLER, Διευθυντὴς τῆς SHELL (Ἑλβετία).

κ. E. NAEGELI, Πληρεξούσιος τοῦ Οἴκου DANZAS & CIE

κ. L' HUILLIER, Μόνιμος Σύμβουλος τῆς C.C.I. παρὰ τῷ Εὐρωπαικῷ Γραφείῳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

κ. PRODROMIDES, Νομικὸς Σύμβουλος τῆς Κεντρικῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ἀσφαλιστῶν θαλάσσης τῆς Γαλλίας.

κ. ZURCHER, Μόνιμος Ἐπιτετραμμένος ἐν Ἑλβετίᾳ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐμπορευματοκιβωτίων.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ ΤΩΝ ΕΝΩΣΕΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΕΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΤΟΥΤΟΙΣ ΕΞΟΜΟΙΟΥΜΕΝΩΝ.

κ. E. DUMONT, Γενικὸς Γραμματεύς

Αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἄνω συμβαλλομένων Κρατῶν ἀπεφάσισαν τὰ ἑξῆς :

Πρόσθετος Συμφωνία τῆς 13 Μαΐου 1950 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τῆς 23 Νοεμβρίου 1933 περὶ μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων διὰ σιδηροδρόμων (C. I. M.)

I.

1. Τὸ ἄρθρον 60 τῆς Συμβάσεως C. I. M. συμπληροῦται ὡς ἀκολούθως :

§ 4. Διὰ τὴν προσαρμογὴν τοῦ Διεθνοῦς Κανονισμοῦ μεταφορᾶς ἰδιωτικῶν φορτηγῶν (Παράρτημα ΥΙΙ) πρὸς τὰς ὑφισταμένας ἀνάγκας, συνιστᾶται Ἐπιτροπὴ ἐμπειρογνωμόνων, τῆς ὁποίας ἡ ὀργάνωσις καὶ ἡ λειτουργία εἶναι τὸ ἀντικείμενον Καταστατικοῦ ἀποτελοῦντος τὸ Παράρτημα Χ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης ἀνακοινοῦνται ἀμέσως πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν συμμετεχόντων Κρατῶν μέσῳ τοῦ Κεντρικοῦ Γραφείου. Αἱ ἀποφάσεις αὗται θεωρεῖται ὅτι ἐ ένοντο ἀποδεκταὶ ἐφόσον δὲν ἤθελον διατυπωθῇ κατ' αὐτῶν ἀντιρρήσεις ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τρίτου τοὐλάχιστον τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ἐντὸς τριμήνου προθεσμίας ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς εἰς αὐτὰς κοινοποιήσεώς των.

Ἡ ἰσχὺς τῶν ἀποφάσεων τούτων ἄρχεται ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ τρίτου μηνὸς μετὰ τὸν μῆνα, ἐντὸς τοῦ ὁποίου ἐγένετο ὑπὸ τοῦ Κεντρικοῦ Γραφείου ἡ ἀνακοίνωσις τῆς ἀποδοχῆς των πρὸς τὰς Κυβε νήσεις τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν.

Τὸ Κεντρικὸν Γραφεῖον καθορίζει τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην κατὰ τὴν ἀνακοίνωσιν τῶν ἀποφάσεων.

§ 5. Διὰ τὴν ἐκπόνησιν καὶ τὴν προσαρμογὴν πρὸς τὰς ὑφισταμένας ἀνάγκας τοῦ Διεθνοῦς Κανονισμοῦ μεταφορᾶς τῶν εἰδικῶν ἐμπορευματοκιβωτίων (Παράρτημα ΙΧ), συνιστᾶται ἐπιτροπὴ ἐμπειρογνωμόνων, τῆς ὁποίας ἡ ὀργά ωσις καὶ ἡ λειτουργία ρυθμίζονται διὰ τοῦ Καταστατικοῦ,τοῦ ἀποτελοῦντος τὸ Παράρτημα Χ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης ἀνακοινοῦνται ἀμέσως πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν συμμετεχόντων Κρατῶν μέσῳ τοῦ Κεντρικοῦ Γραφείου. Αἱ ἀποφάσεις αὗται θεωρεῖται ὅτι ἐγένοντο ἀποδεκταὶ ἐφόσον δὲν ἤθελον διατυπωθῇ παρ' αὐτῶν ἀντιρρήσεις ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τρίτου τοὐλάχιστον τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμβεβλημένων Κρατῶν ἐντὸς τριμήνου προθεσμίας ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς εἰς αὐτὰς κοινοποιήσεώς των.

Ἡ ἰσχὺς τῶν ἀποφάσεων τούτων ἄρχεται ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ τρίτου μηνός, μετὰ τὸν μῆνα, ἐντὸς τοῦ ὁποίου ἐγένετο ὑπὸ τοῦ Κεντρικοῦ Γραφείου ἡ ἀνακοίνωσις τῆς ἀποδοχῆς τῶν ἀποφάσεων τούτων πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν συμβεβλημένων Κρατῶν.

Τὸ Κεντρικὸν Γραφεῖον καθορίζει τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην κατὰ τὴν ἀνακοίνωσιν τῶν ἀποφάσεων.

2. Εἰς τὸ κείμενον τῆς Συμβάσεως ἐνσωματοῦται τὸ Παράρτημα Χ περιλαμβάνον καταστατικὸν ἀναφερόμενον

α) Εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐμπειρογνωμόνων διὰ τὰ ἰδιωτικὰ φορτηγὰ καὶ

β) εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐμπειρογνωμόνων διὰ τὰ ἐμπορευματοκιβώτια.

Τὸ Παράρτημα τοῦτο ἔχει τὸ ἀκόλουθον κείμενον :

Παράρτημα Χ

(ἀρθρ. 60)

Καταστατικὸν

τῶν Ἐπιτροπῶν Ἐμπειρογνωμόνων τοῦ Παραρτήματος ΥΙΙ (ἰδιωτικὰ φορτηγὰ) καὶ τοῦ Παραρτήματος ΙΧ (ἐμπορευματοκιβώτια).

Ἄρθρον πρῶτον

Ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα Κράτη δύνανται νὰ συμμετέχουν εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ἐπιτροπῶν ἐμπειρογνωμόνων. Εἶναι δυνατὴ ἡ ὑπό τινος Κράτους ἀνάθεσις τῆς ἀντιπροσωπεύσεώς του εἰς ἕτερον Κράτος.

Οὐχ ἧττον, δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ ἐκπροσώπησις παρ' ἑνὸς Κράτους, πέραν τῶν δύο ἄλλων Κρατῶν.

Ἄρθρον 2.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ἀνακοί

ρούν τὰς ἠτιολογημένας εὐχὰς ἢ προτάσεις αὐτῶν τὰς ἀφορώσας τὰ Παραρτήματα VIII καὶ IX πρὸς τὸ Κεντρικὸν Γραφεῖον τῶν διεθνῶν σιδηροδρομικῶν μεταφορῶν, τὸ ὁποῖον φέρει ταύτας ἀμέσως εἰς γνῶσιν τῶν ἄλλων συμβαλλομένων Κρατῶν. Ὁσάκις παρίσταται ἀνάγκη ἢ τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς τρίτου τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, τὸ Κεντρικὸν Γραφεῖον συγκαλεῖ εἰς σύνοδον τὰς ἐπιτροπάς.

Ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα Κράτη εἰδοποιοῦνται περὶ τῆς συνόδου τῶν ἐπιτροπῶν δύο μῆνας ἐνωρίτερον. Ἐν τῇ γενικῇ εἰδοποιήσει καθορίζονται ἐπακριβῶς καὶ τὰ ἐν τῇ διημερησίᾳ διατάξει τῆς συνόδου περιλαμβανόμενα θέματα.

Ἄρθρον 3.

Αἱ Ἐπιτροπαὶ λογίζονται ἐν ἀπαρτίᾳ ὁσάκις ἐκπροσωπεῖται ἐν αὐταῖς τὸ ἕν τρίτον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν.

Ἄρθρον 4.

Αἱ Ἐπιτροπαὶ ὁρίζουν δι' ἑκάστην σύνοδον τὸν πρόεδρον καὶ τὸν ἀντιπρόεδρον.

Ἄρθρον 5

Αἱ ἀποφάσεις τῶν Ἐπιτροπῶν λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν ἐν αὐταῖς ἐκπροσωπουμένων Κρατῶν. Ἐν ἰσοψηφίᾳ, ἡ πρότασις θεωρεῖται ἀπορριφθεῖσα.

Ἄρθρον 6

Ἕκαστον Κράτος βαρύνεται μὲ τὰ ἔξοδα τῶν ἰδίων αὐτοῦ ἀντιπροσώπων.

Ἄρθρον 7

Τὸ Κεντρικὸν Γραφεῖον ἀναλαμβάνει τὴν ὑπηρεσίαν τῆς Γραμματείας καὶ τῆς ἀλληλογραφίας τῶν Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 8

Ὁ Διευθυντὴς ἤ, ἐν ἀπουσίᾳ τούτου, , ὁ Ὑποδιευθυντὴς τοῦ Κεντρικοῦ Γραφείου παρίσταται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου.

Ἄρθρον 9

Ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, τὸ Κεντρικὸν Γραφεῖον προσκαλεῖ ὅπως παραστοῦν μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ ἀντιπροσώπους:

α) μὴ συμβεβλημένων Κρατῶν.

β) διεθνῶν κυβερνητικῶν ὀργανισμῶν, ἐχόντων ἁρμοδιότητα ἐπὶ τῶν μεταφορῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος.

γ) διεθνῶν μὴ κυβερνητικῶν ὀργανισμῶν, ἀσχολουμένων μὲ τὰς μεταφοράς, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος.

II

Ὁ ἐνεστὼς τίτλος τοῦ Παραρτήματος VI τροποποιεῖται ὡς ἑξῆς:

»Καταστατικὸν τῆς Ἐπιτροπῆς ἐμπειρογνωμόνων τοῦ Παραρτήματος I.

III

Κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ Διεθνοῦς Κανονισμοῦ μεταφορᾶς τῶν ἐμπορευματοκιβωτίων (ΠαράρτημαIX), τοῦ ἐκπονηθησομένου ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἐμπειρογνωμόνων, ἥτις θέλει συσταθῇ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἐδαφίου I τοῦ ἀνωτέρω Κεφαλαίου I, εἰς τὸ κείμενον τοῦ ἄρθρου 61 τῆς Συμβάσεως C.I.M. θὰ γίνουν αἱ ἀκόλουθοι μεταβολαί.

1) τὸ ἄρθρον τοῦτο συμπληροῦται ὡς ἑξῆς:

3. Διὰ τὴν μεταφορὰν τῶν ἐμπορευματοκιβωτίων θὰ ἐφαρμόζωνται αἱ διατάξεις τοῦ Παραρτήματος IX.

2) Αἱ ἐνεστῶσαι §§ 3 καὶ 4 καθίστανται §§ 4 καὶ 5.

3) Ἡ ὑπὸ τὴν ἔνδειξιν 5ον) διάταξις τῆς ἐνεστώσης§ 3 διαγράφεται.

4. Ἡ ὑπὸ τὴν ἔνδειξιν 6ον) διάταξις τῆς ἐνεστώσης § 3 λαμβάνει τὴν ἔνδειξιν 5ον).

IV

Ἡ παροῦσα Πρόσθετος Συμφωνία θὰ ἔχῃ τὰς αὐτὰς πρὸς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν C.I.M. τῆς 23 Νοεμβρίου 1933 ἰσχὺν καὶ διάρκειαν. Μέχρι τῆς 31 Αὐγούστου 1950 τελεῖ αὕτη ἐν ἀναμονῇ ὑπογραφῆς, πέραν δὲ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης ἐν ἀναμονῇ προσχωρήσεως τῶν εἰς τὴν Σύμβασιν C.I.M. συμμετεχόντων Κρατῶν.

Ἡ παροῦσα Πρόσθετος Συμφωνία, ὑποβληθησομένη εἰς ἐπικύρωσιν, θὰ ἰσχύσῃ μεταξὺ τῶν Κρατῶν ἐκείνων, τὰ ὁποῖα θὰ ἔχουν ἐπικυρώσει ταύτην ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ δευτέρου μηνός, μετὰ τὸν μῆνα, ἐντὸς τοῦ ὁποίου ἡ Ἑλβετικὴ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις διαπιστώσασα τὴν πρακτικὴν δυνατότητα ἐφαρμογῆς, θὰ ἔχῃ κοινοποιήσει εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας Κυβερνήσεις τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων τῆς ἐπικυρώσεως.

Ἡ Ἑλβετικὴ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν συγκέντρωσιν καὶ τὴν κοινοποίησιν τῶν προσχωρήσεων καὶ τῶν ἐπικυρώσεων.

Εἰς βεβαίωσιν τῶν ἄνω ὑπεγράφη ἡ παροῦσα πρᾶξις, ὑπὸ τῶν κατωτέρω ἀναφερομένων Πληρεξουσίων, ὧν τὰ ἔγγραφα ἐξουσιοδοτήσεως ἐλεγχθέντα, εὑρέθησαν ἐν τάξει.

Ἐγένετο ἐν Βέρνῃ τὴν δεκάτην τρίτην Μαΐου τοῦ χιλιοστοῦ ἐνακοσιοστοῦ πεντηκοστοῦ ἔτους εἰς μοναδικὸν πρωτότυπον, ὅπερ θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον ἐν τοῖς ἀρχείοις τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, αὐθεντικὸν δὲ ἀντίγραφον τούτου θὰ δοθῇ εἰς ἕκαστον τῶν Μερῶν.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΑΥΣΤΡΙΑΝ
Dr. G. Brüll.

ΔΙΑ ΤΟ ΒΕΛΓΙΟΝ
S. Exc. M. le Vicomte de Lantsheere.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑΝ
.....

ΔΙΑ ΤΗΝ ΔΑΝΙΑΝ
S. Exc. M. Hans Jacob Hansen.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΙΣΠΑΝΙΑΝ
M. F. de Reparaz.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΦΙΛΛΑΝΔΙΑΝ
S. Exc. M. Reinhold Svento.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΓΑΛΛΙΑΝ
M. R. Parateau.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ
S. Exc. M. Philon Philon

ΔΙΑ ΤΗΝ ΟΥΓΓΑΡΙΑΝ
.....

ΔΙΑ ΤΗΝ ΙΤΑΛΙΑΝ
Dr. N. Laloni.

ΔΙΑ ΤΟ ΛΙΧΤΕΝΣΤΑΙΝ
S. Exc. M. Ph. Zutter.

ΔΙΑ ΤΟ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΝ
M. A. Clemang.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΝΟΡΒΗΓΙΑΝ
M. O. Heier.

ΔΙΑ ΤΑΣ ΚΑΤΩ ΧΩΡΑΣ
M. K. Vonk.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΟΛΩΝΙΑΝ
.....

ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΟΡΤΟΓΑΛΛΙΑΝ
.....

ΔΙΑ ΤΗΝ ΡΟΥΜΑΝΙΑΝ
.....

ΔΙΑ ΤΗΝ ΣΟΥΗΔΙΑΝ
M. O. Stenberg.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΛΒΕΤΙΑΝ
S. Exc. M. Ph. Zutter.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΤΣΕΧΟΣΛΟΒΑΚΙΑΝ
.....

ΔΙΑ ΤΗΝ ΤΟΥΡΚΙΑΝ
M. G. Cüran.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑΝ
S. Exc. M. Zivota Dzermanovics

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἔχουσι καθορισθῆ ὡς κάτωθι :

Α΄ ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α΄	Δρχ. 150.000
2.	» » » Β΄	» 100.000
3.	» » » Γ΄	» 100.000
4.	» » Παράρτημα	» 100.000
5.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	» 250.000
6.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»...	» 100.000
7.	» » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	» 50.000
8.	» » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	» 700.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς :

1)	Διὰ τὸ τεῦχος Α΄	Δρχ. 10.000
2)	» » » Β΄.	» 5.000
3)	» » » Γ΄	» 5.000
4)	» » Παράρτημα	» 5.000
5)	» » Δελτίον Ἀνων. Ἑταιρειῶν ...	» 20.000
6)	» » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ.	» 5.000
7)	» » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ.Ἰδιοκτησ.	» 2.000
8)	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	» 40.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν ὁλόκληρον τὸ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστόν.

Β΄ ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ Ε. Κ.

Ἡ τιμὴ ἑκάστου φύλλου τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως ὡρίσθη εἰς Δραχ. 1.000.

Γ΄ ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν :

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δρχ. 24.000
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	» 1.500.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	Δρχ. 300.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	» 150.000
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ Β. Δ. 20)5)1939	» 25.000
6.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν	» 300.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζιτικῶν Ἑταιρειῶν	» 120.000
8.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν.	» 150.000
9.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων....	» 300.000
10.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	» 60.000
11	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	» 100.000
12.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνων. Ἑταιρειῶν	» 1.000.000

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα Ε. Κ.

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	» 25.000
2.	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεων ἰαματικῶν ὑδάτων	» 200.000

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω τελῶν ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ΄ ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ — ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ

1. Αἱ συνδρομαὶ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως (γραμματίου παραλαβῆς ἢ διπλοτύπου Εἰσπράξεως), ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου) ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι ταῦτα εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. (92378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) Ἐγκυκλίου Διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ.

Ὁ Διευθυντὴς

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΕΡΡΑΙΟΣ

Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου